

Verbatim de Ségolène Royal

Emploi et compétitivité

26/02/07 Interview de Ségolène Royal dans la revue Concurrences	<i>Nous continuerons donc de nous battre pour l'adoption d'une directive cadre européenne sur les services d'intérêt général qui permettra de faire reconnaître un droit spécifique des services publics. Dans le même esprit, nous demanderons un nouveau débat européen avant toute mise en concurrence de l'électricité pour les particuliers.</i>
	<i>Il semble cependant que la Commission, dont plusieurs décisions d'interdiction ont été récemment annulées par le juge européen, soit aujourd'hui plus ouverte à la question du maintien de la compétitivité internationale de nos entreprises.</i>
	<i>Ce n'est donc pas tant la règle européenne que son interprétation par la Commission qui doit évoluer : la règle est très générale et permet plusieurs interprétations. En revanche, les services de la Commission ont souvent eu une approche trop dogmatique, imperméable aux impératifs de politique industrielle. La Commission doit savoir être pragmatique. Quant à nos entreprises, elles doivent être plus agressives à l'étranger, pour ne pas devenir elles-mêmes des proies. Ce sont des champions européens dont nous avons besoin aujourd'hui.</i>
	<i>(en matière d'aides d'Etat) Là encore, je pense que la Commission devrait être moins rigide dans l'application des normes et prendre mieux en compte la nécessité de défendre les intérêts de l'Union européenne contre ses principaux concurrents. Il ne faut pas se tirer une balle dans le pied en s'appliquant à nous-mêmes des règles trop strictes tandis que d'autres puissances commerciales ne se privent pas pour aider leurs entreprises. Dans ce domaine également, le contrôle de la Commission européenne peut être extrêmement tatillon, voire incompréhensible. C'est le cas par exemple du découpage géographique des aides régionales. Il est nécessaire d'avoir moins de bureaucratie et plus de souplesse dans l'utilisation des aides aux entreprises et des fonds européens au niveau local.</i>
	<i>Les instruments européens doivent également être mobilisés pour aider nos entreprises à accompagner les reconversions. Le fonds européen d'ajustement à la mondialisation est opérationnel depuis quelques semaines et doit permettre de financer la reconversion des salariés touchés par des restructurations liées à la mondialisation. C'est un pas positif mais il faudra augmenter fortement la dotation de ce fonds, qui ne dispose pour l'instant que de 500 millions d'euros par an pour les 27 Etats membres.</i>
	<i>Comme je l'ai déjà indiqué, le régime européen me semble moins devoir modifier sa structure que sa vision économique. Cela dit, un système où le Conseil des ministres pourrait outrepasser un veto donné par la Commission à une fusion majeure pour l'économie européenne est une idée intéressante. Cela renvoie à ce que je disais sur la nécessaire émergence de champions européens, qui ne doit pas être contrariée par une approche trop tatillonne du droit de la concurrence par la Commission.</i>
24/02/07 Discours de Rouen	<i>Je proposerai l'instauration de taux plancher en matière d'impôts sur les sociétés pour freiner les délocalisations fiscales à l'intérieur même de l'espace européen.</i>
13/12/06 Congrès des Régions de France, Dijon	<i>L'esprit régional et le métissage vont de paire dans une France tournée vers l'avenir, assurée de ses valeurs et qui n'a aucune raison d'avoir peur des autres, au contraire, comme le prouvent les 160 pôles de compétitivité auxquels je donnerai les moyens de se développer avec puissance, en soutenant davantage les coopérations interrégionales ou européennes.</i>

Énergie

11/02/07 Discours de Villepinte	<i>Et c'est pourquoi je vous propose un plan de développement massif des énergies renouvelables qui représenteront 20 % de la consommation d'énergie dans dix ans, ce qui permettra de réduire la part de l'énergie nucléaire. Ce plan de développement national s'appuiera sur une politique commune européenne de l'énergie. Je mettrai en place une fiscalité écologique qui encourage les bonnes pratiques, je favoriserai les économies d'énergie dans les logements ; et d'ailleurs aucun permis de construire ne sera délivré s'il n'intègre pas dès le départ l'installation des énergies renouvelables.</i>
23/01/07 Europe1, Elkabach	<i>Oui, cette information est totalement fautive. Je n'ai jamais rencontré monsieur MESTRALLET et je reviendrais sur cette fusion pour créer un pôle de l'énergie avec EDF, nous avons besoin de la création de ce pôle de l'énergie pour les raisons d'ailleurs qu'on évoquait tout à l'heure, c'est-à-dire pour organiser aussi différemment les productions énergétiques. Et nous avons besoin de ce pôle aussi pour faire émerger un pôle énergétique européen.</i>
13/11/06 France Inter	<i>Le projet socialiste prévoit le contrôle public sur l'énergie, et ça je crois que c'est très important. Et non seulement il faudra faire le contrôle public sur le secteur de l'énergie, mais en plus faire émerger au niveau européen un pôle public de l'énergie. Vous avez vu récemment la panne d'électricité qui a touché 10 millions d'habitants, parce que la privatisation de ce pôle de l'énergie, d'une partie de l'énergie a conduit à faire en sorte que les investissements sur le long terme ne soient pas faits. Et donc, moi je ne veux pas que la sécurité énergétique de la France et de l'Europe soit mise en fragilité, et donc nous ferons en effet un contrôle public de l'énergie</i>

Environnement et transports

25/01/07 RMC BFM	<i>Je crois que c'est dans ce domaine que nous devons faire un effort considérable parce qu'il y a là non seulement une obligation de survie, pour lutter contre le réchauffement planétaire, mais aussi qu'il y a des emplois, beaucoup d'emplois, à conquérir dans le domaine des filières éco-industrielles, et ça c'est un défi majeur que je veux absolument relever, et donc il faut baisser la TVA, sur toutes les installations énergie renouvelable pour économiser en plus les charges de chauffage, sur le véhicule propre qu'il faut absolument faire émerger dans notre pays et dans le secteur automobile, sur la façon de construire, surtout les biomatériaux, sur tous les produits de l'industrie agroalimentaire qui utilisent les produits issus de l'agriculture biologique, donc là il y a un champ d'actions considérable, et ma priorité des négociations au niveau européen sera d'obtenir une baisse de TVA dans toutes ces filières économiques.</i>
24/01/07 Montluçon	<i>Enfin, il faudra réformer la fiscalité écologique – nous l'avons vu abondamment au cours de ce débat – ; pour le moment, la fiscalité va à rebours de ce qui est recherché. Tous les produits doivent intégrer le coût de la dégradation de l'environnement. Si nous voulons limiter les transports par camion, c'est-à-dire si nous voulons que les transports intègrent le coût de la dégradation de l'environnement, il faut que cela se passe au niveau européen, afin d'éviter les délocalisations d'entreprises de transport vers les camionneurs sous-payés de certains pays de l'Est de l'Europe. Il faudra imposer au niveau européen une fiscalité des transports qui encourage le transport par le train et qui décourage le transport par camion, parce qu'on aura calculé le coût collectif du transport par camion. Nous ne laisserons plus s'approprier des profits individuels par prélèvement sur la dégradation de l'environnement. C'est un combat difficile ; mais je pense que le contexte y est favorable.</i>
10/11/07 Ségolène Royal répond à 17 questions	<i>Les taxes existantes doivent évoluer pour mieux appliquer le principe pollueur-payeur : taxation des émissions de gaz à effets de serre, taxation de l'eau à son juste prix, taxation européenne du kérosène pour les vols intérieurs, etc.</i>
09/11/06 SG répond aux questions des militants	<i>une Europe des transports, avec un budget propre européen auquel serait affecté une petite part de la fiscalité sur les carburants ;</i>
08/11/06 RMC Info	<i>Je suis pour une fiscalité écologique, je suis plutôt pour baisser la fiscalité sur les biocarburants. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, c'est-à-dire je pense qu'au niveau européen, il faut zéro TVA sur tous les biocarburants pour les encourager.</i>
11/10/06 Conf. Presse Assemblée Nationale	<i>nous pouvons nous rassembler sur l'urgence d'assurer la sécurité et la diversité des approvisionnements, l'importance des économies d'énergie et la nécessité de peser ensemble dans des négociations avec les pays producteurs. En outre, un programme européen d'investissement massif en faveur des énergies renouvelables doit être rapidement élaboré, débattu et mis en œuvre. Je proposerai à mes partenaires des dispositions fiscales européennes très incitatives en faveur des économies d'énergie et des énergies renouvelables.</i>
11/10/06 Conf. Presse Assemblée Nationale	<i>Proposition : affecter une petite part de la fiscalité existante sur les carburants à un budget propre européen pour financer le programme des réseaux transeuropéens de transports (ferroviaire, autoroute de la mer, Galileo).</i>

Europe sociale

11/02/07 Pacte présidentiel	<i>90- Tirer vers le haut le niveau de vie et la protection sociale dans tous les pays européens grâce à un protocole social.</i>
24/02/07 Discours de Rouen	<i>Enfin, je proposerai à nos partenaires européens la négociation d'un protocole social pour renforcer les droits des travailleurs.</i>
11/02/07 Discours de Villepinte	<i>Avec moi, elle fera reconnaître le respect des normes sociales et environnementales pour une juste concurrence. C'est la condition de la juste concurrence que d'intégrer ces normes sociales et environnementales dans toutes les négociations de l'OMC</i>
09/11/06 SG répond aux questions des militants	<i>Un niveau de vie amélioré, une sécurité renforcée dans la vie professionnelle, le droit à une formation de qualité tout au long de la vie, le strict respect des libertés syndicales, voilà les éléments essentiels de ce que doit être le modèle social européen. Nous devons mettre en place des critères de convergences sociaux pour mesurer les progrès réalisés en matière de salaires, d'emploi, de conditions de travail, d'égalité homme/femme, d'accès à la formation professionnelle, de santé au travail.</i>
11/10/06 Conf. Presse Assemblée Nationale	<i>Proposition : il faut porter l'idée de minima sociaux dans tous les pays européens. La possibilité de déroger au maximum européen de 48 heures de travail par semaine (clause d'opting out) devrait être supprimée. Nous devrions mettre en place des critères de convergence sociale pour mesurer les progrès réalisés en matière de salaires, d'emploi, de conditions de travail, d'égalité hommes/femmes, d'accès à la formation professionnelle et de santé au travail.</i>

Politique de la recherche

24/02/07 Discours de Rouen	<i>Le pacte de stabilité ne doit pas freiner la croissance, l'emploi et le progrès social, mais au contraire les stimuler. C'est pourquoi j'ai proposé de sortir du déficit des dépenses consacrées à la recherche et l'innovation.</i>
23/02/07 Discours de Strasbourg sur la recherche et l'enseignement supérieur. Un espace européen de la recherche	<i>L'engagement de la France dans la construction de l'espace européen de la recherche et de l'innovation doit être clairement affirmé. Cet engagement ne doit pas se résumer à une incantation ou à des vœux pieux. Les structures de recherche et d'innovation en France doivent se développer et se réformer avec nos partenaires européens, en poursuivant la réforme universitaire, en appliquant la charte européenne du chercheur, et en créant une Agence européenne de financement de la recherche.</i> <i>Comme je l'ai indiqué dans le pacte présidentiel, je demanderai également à l'Union Européenne que les dépenses publiques de Recherche & Développement ne soient plus incluses dans les critères du pacte de stabilité. L'Europe doit, en priorité, soutenir la recherche fondamentale qui constitue le socle indispensable des technologies innovantes. Je pense que l'Europe doit également coordonner l'installation des grandes infrastructures et des grands équipements et faciliter la mobilité des chercheurs. Je pense qu'il faudra proposer à l'Union Européenne d'augmenter le financement du 7ème programme...</i>
20/12/2006 Débat participatif Strasbourg	<i>créer un statut européen du chercheur qui évitera aux jeunes chercheurs de partir vers les Etats-Unis. 200 000 jeunes chercheurs européens sont aujourd'hui aux Etats-Unis parce que nous n'avons pas de statut du jeune chercheur correctement payé et correctement sécurisé dans nos laboratoires</i>
09/11/06 SG répond aux questions des militants	<i>une Europe de la recherche, en promouvant ou en renforçant les réseaux entre équipes de recherche, en augmentant fortement le budget européen de la recherche, en sortant du pacte de stabilité les dépenses de recherche et d'innovation ;</i>
11/10/06 Conf. Presse Assemblée Nationale	<i>Il faut promouvoir et renforcer, lorsqu'elle existe, une logique de réseaux entre équipes de recherche, et augmenter très fortement le budget de la recherche dans le prochain budget européen. Proposition : sortie du pacte de stabilité des dépenses de recherches et d'innovations publiques.</i>

Réforme de la BCE

11/02/07 Pacte présidentiel	<i>89- Inscrire dans les statuts de la Banque centrale européenne l'objectif de croissance-emploi ; créer un gouvernement de la zone euro.</i>
24/02/07 Discours de Rouen	<i>les outils actuels de l'Europe ne sont pas adaptés. La croissance et l'emploi doivent être inscrits dans les statuts de la Banque centrale européenne. Je sais que ce sera difficile, mais les seuls combats que l'on engage ne sont pas perdus d'avance, et je vois que les syndicats européens bougent, et bougent de plus en plus fortement sur cette question. Il faudra mettre en place un gouvernement économique et social de la zone euro, pour une politique de croissance coordonnée.</i>
11/02/07 Discours de Villepinte	<i>Alors, pour réussir cela, les outils actuels ne sont pas adaptés. La croissance et l'emploi, et nous devons tout faire pour cela, doivent être inscrits dans les statuts de la Banque centrale européenne. Il faut mettre en place un gouvernement économique de la zone Euro pour une politique de croissance coordonnée, le pacte de stabilité ne doit pas servir à freiner la croissance et l'emploi, mais au contraire à le stimuler et je proposerai de sortir du chiffrage du déficit des dépenses consacrées à la recherche et à l'innovation. Cela prendra peut-être du temps, mais peut-être pas, si un jour aussi tous les salariés d'Europe se lèvent et exigent d'autres règles, d'autres critères, et si le syndicalisme européen aussi exige et demande que ça change.</i>
08/12/06 France 2, 20h	<i>Et je crois qu'aujourd'hui, les institutions européennes doivent être mises au service non seulement de la stabilité de la monnaie et de la lutte contre l'inflation, qui sont finalement deux objectifs qui sont atteints, qui étaient fixés en 1998 lorsque la BANQUE CENTRALE EUROPEENNE a été créée. Aujourd'hui, nos préoccupations, ce sont les délocalisations, les licenciements et les difficultés pour les entreprises de conquérir des marchés, ce qu'elles ne peuvent pas faire... Je pense qu'il faut faire deux choses. Il faut sans doute compléter le statut de la BANQUE CENTRALE EUROPEENNE, comme le dit d'ailleurs notre projet ; c'est-à-dire que cette banque ne soit pas seulement mise au service de la maîtrise de l'inflation – c'est important de maîtriser l'inflation parce que c'est lutter contre la vie chère – mais il faut en même temps, servir l'emploi et la croissance, c'est-à-dire lutter contre le chômage. Et aujourd'hui, le système est déséquilibré. Et donc, il faut l'équilibrer en complétant le statut de la BANQUE CENTRALE.</i>

Réforme de la PAC

11/02/07 Discours de Villepinte	<i>Et c'est pourquoi je proposerai à nos partenaires une refondation de la politique agricole commune pour réorienter les aides vers le développement rural en modifiant les primes et en assurant leur transparence. Cette réorientation de la PAC doit permettre à l'Europe de se nourrir par elle-même, aux paysans de vivre dignement de leur travail tout en maintenant nos identités rurales vivantes, de nouveaux emplois, une nouvelle fierté rurale sera développée grâce aux biocarburants, à la valorisation de la biomasse, au développement de la filière bois et de la bio-construction.</i>
14/01/07Poit ou Charente	<i>La Politique Agricole Commune doit nécessairement prendre en compte des actions en faveur du développement rural comme une priorité. Celles-ci doivent être l'axe majeur de la future PAC, pour une politique garante de l'équité et de la solidarité entre les producteurs mais également pour une agriculture créatrice de valeur ajoutée, et d'une production de qualité AOC, bio, respectueuse de l'environnement et de l'aménagement de l'espace rural.(...)Dès 2009, réformer la politique agricole commune avec :-détermination d'un prix correspondant au moins au coût de production moyen de UE, rémunération du travail paysan compris.-Maîtrise des quantités produites en adéquation entre l'offre et la demande de l'UE.-Protection du marché européen vis à vis des importations et négociations, d'accords particuliers avec des pays en développement, dans une démarche de solidarité internationale et sur la base de prix rémunérateurs pour toutes les parties.-Arrêt des soutiens directs et indirects à l'exportation pour préserver les agricultures vivrières des pays du sud et lutter contre la faim dans le monde-Mise en place d'une politique d'aménagement durable des territoires permettant une répartition équitable des productions en préservant l'activité agricole et rurale dans les régions.-Mise en place de politiques pour préserver l'environnement et produire des aliments sains et accessibles pour tous."</i>

Politique industrielle

20/12/2006 *Je souhaite que l'Europe ne soit pas ouverte à tous les vents du libéralisme destructeur et que nous sachions en effet mettre en place des mécanismes acceptables qui protègent notre industrie.*

Débat
participatif
Strasbourg

Défense Commune

25/01/07ITV
RMC BFM

Je pense, d'autre part, que nous pourrons faire un certain nombre d'économies éventuelles si nous mettons en place, et c'est mon souhait, une démarche de défense européenne, et c'est là où nous pourrons partager les efforts pour être à la fois plus rationnel sur le plan de la dépense et en même temps plus efficace, parce que si nous nous mettons ensemble, à plusieurs pays européens, à ce moment-là, en effet, nous pourrons sans doute resserrer un certain nombre de budgets. (...)Oui, c'est-à-dire que ces sujets défense ne doivent pas être traités de façon gadgetisée, ou de façon partielle ou partielle, et donc... moi je suis pour le maintien global, je l'ai dit, de l'effort de défense, et en même temps je crois que si nous faisons émerger une dynamique de défense européenne, nous pourrons maîtriser ces dépenses militaires.

12/11/06
Grand Jury
RTL-LCI

Ce qui est important aujourd'hui dans un contexte international où montent les insécurités et les menaces, c'est de ne pas donner un signal selon lequel nous baisserions la garde ou nous baisserions la capacité de défense de la France ; donc nous devons travailler dans le même ordre de grandeur du budget de la Défense tel qu'il est, ce qui n'empêche pas à l'intérieur de ce budget de dépenser mieux, de trouver des sources d'économies et en particulier puisque vous parlez du porte-avions de faire en sorte que les grands équipements militaires s'intègrent dans une défense européenne et donc soient co-financés par plusieurs pays européens.

09/11/06
SG répond aux
questions des
militants

Dans un monde où pèsent de nouvelles menaces, en particulier le terrorisme et les risques de prolifération nucléaire, pas question de baisser la garde. Dans les discussions avec nos partenaires européens, nous aurons à définir ensemble sur quels domaines et de quelle façon nous devons répartir les investissements.(...) La priorité est de donner un véritable contenu à l'Europe de la sécurité et de la défense. Nous avons des points de désaccord, en particulier sur l'OTAN et sur la relation avec les États-Unis : débattons-en sans arrogance ni préjugés. Nous avons aussi beaucoup de points d'accord : traduisons-les en politiques communes, en coopérations fortes en termes d'équipements, de développements technologiques, de renseignement, d'industries d'armement.

07/11/06
3ème débat
interne

En revanche, en revanche, je pense que l'on peut sans doute remettre à plat un certain nombre de dépenses et peut-être dépenser de façon plus efficace et ce que je propose c'est de le faire dans le cadre de la défense européenne, c'est-à-dire que les gros investissements militaires soient examinés avec nos partenaires dans le cadre d'une nouvelle étape qui doit être franchie sur cette coopération européenne. Pourquoi se pose la question du deuxième équipement ? Parce que celui que nous avons, le porte-avions, est immobilisé pendant dix-huit mois tous les sept ans. Or, nous avons besoin d'une présence permanente en mer. Donc, la solution à ce problème qui doit en trouver une, c'est sans doute de négocier avec les Britanniques qui ont également un porte-avions pour voir si en coopération avec eux nous ne pourrions pas, dans le cadre de l'Europe de la défense, assurer une présence en mer permanente, ce qui permettrait de faire l'économie d'un second porte-avions, ou à tout le moins de décider dans un contexte européen, donc plus économe pour le budget, au même titre que ce que je disais tout à l'heure sur les décisions sur les gros équipements, je pense que nous devons mutualiser nos moyens financiers

Frontières de l'Europe

8/11/06 RMC INFO *Le processus est engagé et ce sont les Français qui vont décider, puisqu'il y aura un référendum. Aujourd'hui la Turquie est loin de correspondre aux critères qui lui ont été fixés, donc l'échéance est à 10 ou 15 ans et à ce moment-là, on...*

07/11/06 3ème débat interne *En revanche, il est prévu que l'intégration de la Turquie se fera par référendum, et comme j'ai eu l'occasion de le dire sous un certain nombre de quolibets, à ce moment-là, l'avis du chef de l'Etat, au moment où le peuple français se prononcera, sera l'avis du peuple français. Alors, il y a deux solutions...(..) Je vais vous la donner. Il y a deux solutions. Soit, la Turquie remplit les conditions et, actuellement, ce n'est pas le cas, j'en sais quelque chose, puisque, même si la Turquie a beaucoup évolué sur la question des droits de l'homme, il y a encore énormément de chemin à faire, notamment aussi sur les normes sociales. J'ai été avocate de Leyla ZANA, à Ankara, qui est une députée kurde, qui a été jetée en prison simplement pour parler kurde ou pour revendiquer le drapeau kurde. Aujourd'hui, c'est possible en Turquie. Il y a quelques progrès, mais il y a encore le problème de la reconnaissance de Chypre...*

07/11/06 3ème débat interne *Honnêtement, je pense qu'il faut faire une pause. Mais que, en revanche, il faut rééquilibrer l'Europe vers un dialogue Euro-Méditerranée et accélérer ce dialogue entre l'Europe et le Maghreb et définir une nouvelle politique africaine pour l'Europe. Là aussi, il y a des urgences qui peuvent entrer dans le cadre de coopération européenne renforcée.*

07/11/06 3ème débat interne *Je pense, comme je viens de le dire, qu'il faut aujourd'hui faire une pause, voir le cheminement des nouveaux pays qui doivent entrer et, ensuite, bien faire fonctionner l'Europe avant de l'étendre davantage. Il est impossible de faire une Europe à 50 pays, ça n'est pas raisonnable parce qu'en effet, FABIUS a raison, ce sera un grand marché. En revanche...*

...je crois que l'Europe peut avoir la même force, la même dynamique si elle noue avec les pays qui sont autour d'elle des pactes de croissance communs, si elle noue des partenariats privilégiés...

Méditerranée

11/02/07
Discours de
Villepinte

De même, je proposerai à nos partenaires la négociation d'un protocole social pour renforcer les droits des travailleurs. Et je sais que cette idée commence à faire son chemin. L'Europe devra aussi s'atteler au dialogue avec la Méditerranée et mettre enfin en place de vraies politiques de co-développement. C'est la meilleure façon d'endiguer l'immigration illégale et de lutter contre les mafias qui l'organisent.

14/09/06
Interview RTL

Je vais en parler à José Luis Zapatero. Je l'ai évoqué avec Monsieur Barroso, le président de la Commission, car je pense que cette question extrêmement difficile devrait être réglée en coopération avec les pays du Sud de l'Europe : France, Italie, Espagne. Nous sommes tous confrontés à une immigration en provenance d'Afrique et nous devons mettre en place des coopérations, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, et en même temps, penser les problèmes de co-développement avec l'Afrique de façon coordonnée. On ne règlera pas l'émigration de la misère en laissant de côté la question du co-développement.

Moyen-Orient

11/02/07 Pacte présidentiel	<i>92- Lancer avec nos partenaires européens une initiative pour une Conférence internationale de paix et de sécurité au Proche Orient.</i> <i>94- Inscrire notre effort de défense dans une politique européenne de sécurité, avec des coopérations en matière de recherche/innovation et d'équipements. L'objectif est à la fois de renforcer notre sécurité et de rationaliser nos dépenses.</i>
11/02/07 Discours de Villepinte	<i>L'Europe peut et doit peser en faveur de cette paix. La France, au sein de l'Europe, a l'autorité nécessaire pour rappeler les principes. Voyez au Liban notre participation à l'effort de la Finul, persévérons, et avec les autres, renouons le dialogue avant qu'il ne soit trop tard, je pense à la Syrie, et même à l'Iran.</i>
09/11/06 SG répond aux questions des militants	<i>La priorité c'est que l'Europe rétablisse son aide financière et humanitaire au peuple palestinien. (...) Je souhaite que l'Europe prenne l'initiative de proposer une conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient, réunissant, sans exclusives, tous les acteurs de la région et les médiateurs impliqués dans le processus de paix (Europe, Etats-Unis, Russie, ONU).</i>
07/11/06 3ème débat interne	<i>Je pense que l'Europe a un rôle éminent à jouer, c'est pour ça qu'il faut construire l'Europe politique et qu'un groupe de pays volontaires, au sein de l'Europe, pourrait offrir, faire œuvre de médiation en mettant toutes les parties autour de la table.</i>
11/10/06 Conf. Presse Assemblée Nationale	<i>Je pense qu'il faut rétablir immédiatement les aides européennes aux palestiniens. Si le désespoir s'installe, la guerre civile aussi. Compter sur cette perspective pour éliminer le Hamas est irresponsable. Je suis au demeurant convaincue que les peuples israéliens et palestiniens veulent la paix. Je souhaite que l'Europe prenne l'initiative de proposer une conférence internationale pour la paix au moyen orient, dans le même esprit dans le même esprit que la conférence tenue à Madrid en 1991.</i>

PESC

11/02/07 Discours de Villepinte	<i>Moi non plus, je ne veux pas d'une Europe qui ne serait qu'une zone de libre-échange adossée à l'OTAN,</i>
11/02/07 Discours de Villepinte	<i>La France et le Royaume-Uni ont la lourde responsabilité d'être membres permanents du Conseil de sécurité, nous y jouerons tout notre rôle, à l'écoute certes de nos partenaires européens, mais aussi de tous les pays prêts à travailler avec nous.</i>
11/02/07 Discours de Villepinte	<i>Elle demande un peu de bon sens, un peu de justice, recommande que l'on remette un peu d'ordre sur les marchés, que des avantages soient laissés aux pays les plus pauvres, que des préférences, il faut le dire, soient accordées, quitte pour celle-ci, pour l'Europe, en échange, à savoir orienter ses achats vers l'Europe et vers l'Afrique. Organisons d'Europe vers l'Afrique et de l'Afrique vers l'Europe des relations favorisées et équitables, et sinon, je vous le dis, c'est la Chine qui prendra la place.</i>
11/02/07 Discours de Villepinte	<i>Autre réalité, la Russie : des liens séculaires et très forts nous unissent à la Russie. Nos peuples, nos deux peuples ne se connaissent pas toujours assez mais se respectent et la Russie d'ailleurs appartient de plein droit, et j'en suis intimement convaincue, à l'espace de civilisation européenne. Raison de plus pour lui tenir à elle aussi le langage de la vérité. Raison de plus, comme l'Allemagne nous en donne l'exemple, pour trouver le ton juste, lui dire ce qui ne va pas, lui manifester sans chipotage notre conviction qu'elle est européenne, mais que parce qu'elle est européenne un certain nombre de valeurs s'imposent à elles. L'Europe a besoin de la Russie et la Russie de l'Europe. Et je serai la présidente de ce lien renforcé. Et je serai aussi une présidente intraitable lorsqu'il s'agira de dénoncer les abus de droits, les entorses aux droits de l'Homme, les crimes de guerre en Tchétchénie, où l'assassinat en plein Moscou d'une femme d'exception, honneur de sa profession, que fut la journaliste Anna Politovskaïa.</i>
07/11/06 3ème débat interne	<i>Et enfin, je pense qu'il faut que nous puissions rééquilibrer nos relations avec l'Amérique en nous réimpliquant beaucoup plus fortement avec l'Amérique Latine.</i>
29/10/06 Le Grand RDV Europe 2	<i>Je pense que la politique africaine doit être définie au niveau européen parce que nous avons – et je l'ai observé récemment en allant à la fois voir les chefs de gouvernement en Espagne et en Italie – nous avons la même préoccupation de redéfinir une politique euro-méditerranéenne et une politique euro-africaine. Et que notre avenir dépend de l'avenir de l'Afrique notamment sur l'immigration au sens où l'immigration de la misère ne fera que progresser si on ne règle pas... si on ne réduit pas le fossé économique entre les pays du Nord et les pays du Sud.</i>
11/10/06 Conf. Presse Assemblée Nationale	<i>Il faut redonner un nouvel élan dans une approche de développement solidaire avec les pays concernés, en faveur de projets innovants. Proposition : 20 % au moins de l'aide doit être consacré à des programmes directs de coopération décentralisée (ONG, Région...)</i>
09/11/06 Tribune Enjeux les Échos	<i>Elle pourrait pousser l'Europe à faire de la question énergétique l'un des moteurs de sa relance politique et de ses retrouvailles avec les citoyens. Et bâtir avec les pays du Sud un codéveloppement qui tire le meilleur parti des énergies non fossiles dont ils disposent en abondance.</i>

Budget de l'Europe

11/10/06Conf. *La limitation à 1% du PIB du budget européen, soutenue actuellement par la France, prive l'Europe des moyens de mettre en place les politiques rendues nécessaires par les enjeux actuels. Le budget européen doit être sensiblement augmenté, avec une priorité à la recherche et au développement. Aucun sujet ne doit être tabou, ni la PAC ni le « chèque britannique ». Ce qui doit être clair, c'est que le réexamen des politiques anciennes et leur nécessaire rénovation ne doivent pas servir de prétexte à une baisse de budget et à des ambitions en retrait en matière de politiques communes.*

Constitution

11/02/07 Pacte présidentiel	<i>91- Négocier un traité institutionnel soumis à référendum pour que l'Europe fonctionne de manière plus démocratique et plus efficace.</i>
24/01/07 Montluçon	<i>A un moment où l'Europe est en panne, tout le monde cherche le moyen de relancer l'Europe concrète, l'Europe par la preuve ; je pense que si l'Europe parvient à adopter un programme environnemental ambitieux, qui prenne en compte les angoisses et les inquiétudes des citoyens, et en particulier le lourd tribut payé par les riverains au transport par camion, sans parler des accidents, alors l'Europe, à nouveau, fera la preuve de son utilité auprès des citoyens.</i>
13/11/06 France Inter	<i>Et moi, je veux une Europe qui protège pour tenir compte de ce qu'ont dit les Français, une Europe qui va de l'avant et qui fasse sa preuve avant que l'on puisse reconsulter les Français sur un referendum.</i>
09/11/06 France forte et respectée. L'hebo socialiste	<i>Je veux revitaliser l'ambition européenne, en lien avec nos partenaires, redonner le goût et l'envie de l'Europe à nos concitoyens, autour de projets concrets, au premier rang desquels l'environnement et la recherche. Contre le terrorisme et la prolifération nucléaire, contre le changement climatique et les dommages infligés à l'environnement, contre l'exploitation de la misère humaine par les passeurs des filières d'immigration clandestine, contre le moins-disant social et l'ultralibéralisme, la France doit être à la pointe de ces combats dans et avec l'Europe. L'Union européenne poursuivra sa construction, nécessaire pour faire face aux puissances de demain, en faisant la démonstration de son utilité pour tous. C'est ce que j'appelle l'Europe de la preuve.</i>
07/11/06 3ème débat interne	<i>Je pense d'abord qu'il faut reconstruire l'Europe par la preuve, c'est-à-dire lancer un grand projet européen... C'est-à-dire que l'Europe réussisse, en effet, à lutter contre le chômage, à faire ses preuves dans ce domaine-là en luttant contre les délocalisations, par exemple, en cessant de subventionner, de donner des fonds structurels aux délocalisations en son sein, et à se protéger davantage à ses frontières contre un certain nombre de délocalisations ou de règles du marché déloyales. Je pense ensuite que l'Europe doit faire ses preuves en investissant massivement dans les emplois de demain, c'est-à-dire dans la recherche et dans la protection de l'environnement.(...)</i>
07/11/06 3ème débat interne	<i>Je les inscris dans un travail de coordination et de coopération entre les chefs d'Etat des pays européens, Laurent FABIOUS rappelait à l'instant les prochaines échéances. Donc, nous avons à travailler à ce niveau-là. Ensuite, nous avons, dans un texte court, à dire qui décide, comment on décide et avec quelles institutions nous décidons... (...) Il faut redéfinir de toute façon les règles du fonctionnement de l'Europe, car on ne fonctionne pas à vingt-sept comme à moins de pays. Donc, ces règles devront être redéfinies. Mais elles seront d'autant plus facilement acceptées par un nouveau référendum du peuple français que si, auparavant, l'Europe a fait ses preuves sur les domaines en particulier que j'évoquais tout à l'heure.</i>
07/11/06 3ème débat interne	<i>Tout d'abord, si vous le permettez, l'Europe à gauche, bien sûr ; moi, je crois qu'une Europe par la preuve, c'est-à-dire par la preuve de la lutte contre le chômage, par la preuve de la lutte contre la précarité, par l'adoption d'un traité social, par l'adoption d'une directive sur les services publics, cela nous permettra de construire, en effet, une Europe à gauche dans laquelle les catégories populaires, qui ont massivement voté contre la constitution parce qu'elles ne se sentaient pas protégées par cette Europe qu'elles ne comprenaient pas, à l'égard de laquelle on ne les avait jamais consultées, en particulier sur l'élargissement, ces catégories populaires méritent qu'on puisse reconquérir leur confiance dans une Europe qui les protégera.</i>

11/10/06 Conf. Presse Assemblée Nationale	<i>Je suggère que la présidence allemande puisse prendre l'initiative d'une large consultation qui associerait dans tous les pays les élus nationaux et locaux, les partenaires sociaux et le monde associatif. Parallèlement, une consultation des citoyens pourrait être organisée sur Internet. Elle porterait sur les objectifs assignés à l'Europe, les politiques prioritaires et la question des frontières de l'Union.</i>
11/10/06 Conf. Presse Assemblée Nationale	<i>L'idéal serait : réussir l'Europe par la preuve, lancement d'un débat sur les objectifs de l'Europe sous présidence allemande : le 50ème anniversaire du traité de Rome en mars prochain nous offre une occasion exceptionnelle de reposer la question que voulons nous faire ensemble. Le débat serait poursuivi et synthétisé sous les présidences portugaises et slovènes. La présidence française lancerait une convention chargée de rédiger le texte de la réforme institutionnelle qui serait présenté aux peuples, le même jour, suivant la procédure que chaque pays aura choisie.</i>
23/08/06 Fête de la Rose	<i>Notre projet prévoit de proposer l'élaboration d'un texte court, visant seulement à mieux organiser, démocratiser et responsabiliser les instances européennes. Il devra bien sûr, une fois négocié, être soumis à l'approbation du peuple.</i>